
La lettre

de l'Institut François Mitterrand

Publication trimestrielle

N° 31 - Mars 2010

François Mitterrand et le multilatéralisme

Hubert Védrine

On ne peut pas faire, rétrospectivement, de François Mitterrand, un pur adepte de la « sécurité collective », de la prévention des conflits par la négociation, de la préservation de la paix par le seul respect du droit international, de l'arbitrage, ou du recours à l'« ONU », même si ces perspectives lui étaient philosophiquement ou moralement chères. Elu en plein bras de fer sur les « euromissiles » - comment obtenir le retrait, ou comment compenser, la menace que représentait le déploiement par une URSS, déjà sur la pente finale, de SS20 nucléaires à moyenne portée déployés en Europe de l'Est contre la seule Europe de l'Ouest ? Il y répondit par une politique qui tenait en une phrase : rétablir l'équilibre des forces. Ce qui fut fait.

De la même façon, marqué à tout jamais par la désastreuse incapacité internationale à empêcher, dans les années trente, la modification par la force des dispositions territoriales arrêtées par les Traités Internationaux, s'employa-t-il à obtenir - avec succès - le retrait des forces libyennes au Tchad ; soutint-il la Grande-Bretagne contre les militaires argentins dans l'affaire des Malouines ; et participa-t-il, avec une vingtaine d'autres pays, à la coalition rassemblée pour restaurer contre l'Irak la souveraineté du Koweït

Même la politique menée dans l'affaire rwandaise à partir de 1990 et qui a alimenté, depuis, tant de controverses, était fondée sur le même principe. Rappelons qu'aux yeux du Président Mitterrand, il s'agissait, d'une

part, d'aider le Rwanda à tenir la frontière avec l'Ouganda face aux attaques du FPR et de l'armée ougandaise qui ne pouvaient conduire qu'à de grands massacres et d'autre part, en contrepartie, d'obliger les Hutus à partager le pouvoir avec les Tutsis. Cette politique sembla être couronnée de succès avec les accords d'Arusha, en 1993. En fait elle était combattue par les extrémistes des deux bords et fut pulvérisée par l'attentat contre l'avion des présidents rwandais et burundais.

Si la gestion de la tragédie Yougoslave par François Mitterrand paraît différente, elle est inspirée de principes proches -- partagés, rappelons-le, par la totalité des leaders européens et américains, à l'exception des Allemands --, c'est-à-dire éviter que la désagrégation de la Yougoslavie intervienne avant que n'ait été soigneusement préparé le partage des frontières et les droits des minorités.

Par ailleurs, il préserva et modernisa la force française de dissuasion, tout en la débarrassant des incohérentes armes nucléaires dites « tactiques », c'est-à-dire à courte et moyenne portée et en épurant la doctrine (comme le fait en ce moment Barack Obama pour l'Amérique).

Il n'empêche que, simultanément ou en complément, tout réaliste qu'il fut, il accorda de bout en bout une importance majeure aux enceintes, aux procédures, et au rôle possible du multilatéralisme organisé, à commencer par l'institution qui le symbolise

en premier, l'ONU, et à ses secrétaires généraux dans cette période, Javier Perez de Cuellar puis Boutros Boutros- Ghali.

Il le fit pour plusieurs raisons :

- d'abord parce que toute référence à l'ONU valorisait le statut de la France, membre permanent du Conseil de Sécurité, et ses relations, déterminantes, avec les quatre autres permanents ;

- ensuite parce qu'aux yeux des innombrables pays non membres permanents, près de 190, le respect du rôle de l'enceinte « ONU » était une obligation morale et une assurance rassurante contre l'excès d'unilatéralisme des grands. François Mitterrand savait toucher cette corde ;

- parce que par rapport à l'opinion française, pas seulement de gauche, il était essentiel aux yeux de François Mitterrand d'obtenir la caution du Conseil de Sécurité pour des opérations de maintien de la paix à fortiori pour des missions de rétablissement de la paix (guerre du Koweït) ou autre (Turquoise), et donc de pouvoir s'inscrire le plus possible dans la légalité internationale ;

- parce qu'il était convaincu de l'utilité des organes spécialisés des Nations-Unies (OMS, UNESCO, etc.) notamment pour l'immense majorité des pays qui n'ont d'autre accès à la vie internationale (c'était avant l'émergence spectaculaire de trente à quarante pays, dont plusieurs vraies puissances) ;

- et enfin sans doute parce qu'il espérait, au fond de lui-même, qu'un jour viendrait, à la longue, pour le droit international (et pas seulement pour le droit économique du commerce et des investissements) et qu'il fallait hâter ce moment en préparant les esprits à toutes les formes non conflictuelles de règlement des contentieux internationaux. C'est-à-dire la négociation multilatérale. La construction européenne n'avait-elle pas déjà rassemblé tous ces ingrédients ?

C'est pour cette raison, et parce que la politique étrangère d'Obama redonne de l'intérêt à ce sujet, que nous avons décidé de consacrer deux numéros de La Lettre à « François Mitterrand et le

multilatéralisme ». Dans celui-ci, nous avons retenu les rencontres, les initiatives et les extraits les plus marquants des discours de la période précédant la disparition de l'URSS.

Dans le prochain numéro, nous vous proposerons des discours de la période suivante, alors que la France est déjà entrée dans ce temps du monde global qui est pour longtemps le notre avec ses promesses, ses menaces, et sa compétition.

PS : A méditer, cette intéressante conclusion du remarquable article consacré à Bourguiba par Béchir ben Yahmed dans Jeune Afrique du 3 avril 2010.

«A la réflexion, et pour conclure, je connais trois autres chefs d'État contemporains très différents les uns les autres, mais qui ont de nombreux points communs.

Tous les quatre ont exercé la fonction de chef d'Etat avec la même dignité et l'ont quittée en laissant une trace à ce jour perceptible.

Pour moi, de Gaulle, Mitterrand, Senghor et Bourguiba sont, si j'ose dire, de la même race. Tous les quatre avaient une vaste culture historique et générale – mais universelle – et étaient à la fois des intellectuels et des hommes d'action ! Comme, de nos jours, un certain Barack Obama !

Ils ont, chacun à sa manière, mis une distance certaine entre eux et l'argent. Ils ont été des centralisateurs du pouvoir, voire des autocrates. Et, en même temps, ils ont su beaucoup déléguer, faire confiance à leurs collaborateurs et leur laisser une très grande latitude. Mais ce qui les a vraiment distingués, et qui est le signe de leur grandeur, c'est qu'ils n'ont pas été trahis par leurs proches. Ils ont, tout au contraire, fait naître d'inébranlables dévouements, des fidélités à toute épreuve.

Tous les quatre ont suscité, de leur vivant, l'admiration de leurs compatriotes et de leurs contemporains.

Et la suscitent encore aujourd'hui, bien après leur mort.»

La chute du mur et l'effondrement du bloc soviétique

Conditions et conséquences

LIONEL JOSPIN

J'aimerais, pour cette table ronde (1) sur la chute du Mur et sur l'effondrement du bloc Soviétique, commencer par une interrogation : pourquoi le système soviétique a-t-il duré si longtemps ?

Il me semble en effet que cette longue présence dans l'histoire du communisme d'Etat éclaire les conditions et les conséquences de sa chute.

Dans les dernières décennies, la pensée antitotalitaire a beaucoup insisté sur la parenté - bien réelle - entre les deux totalitarismes, nazi et communiste. Mais elle a, du coup, laissé dans l'ombre ce qui les a séparés. Les deux systèmes sont totalitaires, puisque ce sont de régimes dans lesquels un parti et son Etat prétendent absorber la totalité de la société.

Dans les deux cas, on trouve les mêmes traits : un parti unique, une dictature politique et policière, l'utilisation de la terreur, des ennemis fantasmés (d'un côté, la démocratie et les Juifs, de l'autre la bourgeoisie et le capitalisme), l'interdiction puis la liquidation des opposants, la soumission de l'individu et de la société à l'Etat au nom d'une doctrine absolue, enfin l'asservissement des peuples placés à la périphérie de l'empire. Les deux systèmes sont meurtriers, meurtriers pour leur population, et plus encore pour les peuples soumis ou voués au rôle de victimes. Seulement, le régime hitlérien ajoute la particularité effrayante d'avoir voulu la disparition des Juifs.

Pourtant, ces jumeaux totalitaires sont des faux jumeaux. L'un, le nazisme, a été, dans l'histoire, une gigantesque et tragique convulsion qui n'a vécu qu'un peu plus d'une décennie, de mars 1933 à mai 1945. L'autre, le communisme stalinien, a été un long traumatisme, qui a duré plus de soixante-dix ans, de la révolution d'octobre 1917 à la chute du mur de Berlin, en novembre 1989, et à la dislocation de l'URSS en décembre 1991. L'un, le régime hitlérien, a été l'adversaire implacable et irrémédiable des démocraties

occidentales. L'autre, l'Union soviétique, a été l'allié, méfiant, de ces mêmes démocraties dans la guerre contre la puissance nazie.

Pourquoi le système communiste a-t-il survécu si longtemps à son frère ennemi ? Pour plusieurs raisons.

D'abord, leurs actes de naissance sont distincts. La révolution de 1917 s'est faite contre un régime archaïque, autocratique et féodal : le Tsarisme. Elle a été auréolée longtemps d'un grand prestige, notamment dans le vaste Tiers-Monde émergent de la décolonisation. Le Troisième Reich est né d'une contre-révolution mettant à bas une démocratie naissante et fragile : la République de Weimar. Il a été presque aussitôt frappé d'opprobre.

Ensuite, et là réside sans doute l'explication principale, la Deuxième Guerre mondiale leur a fait des sorts contraires. L'Union soviétique de Staline en est sortie au rang des vainqueurs. Elle a pu sauvegarder son régime, puis faire respecter sa puissance. L'Allemagne hitlérienne a été le premier des vaincus. Son régime s'est effondré ainsi que ceux de ses vassaux. Les puissances occupantes, occidentales d'un côté, soviétique de l'autre, ont imposé des régimes politiques à leur image en les intégrant à leur système.

Enfin, la manière totalitaire s'est appliquée à des idéologies profondément différentes. Le communisme est une théorie des classes, le nazisme une théorie des races. Le communisme est un fils, même dénaturé, des Lumières ; le nazisme leur fut hostile. Le communisme est une doctrine de l'égalité même s'il s'en est détourné dans la pratique. Le nazisme est une doctrine de l'inégalité. Le communisme, né du marxisme et issu du mouvement socialiste, s'est réclamé de valeurs qui ont éveillé un écho dans les démocraties occidentales. Certains de ses critiques lui ont moins reproché ses principes - tels qu'ils étaient par exemple affirmés dans les Constitutions soviétiques - que la négation même de ces principes dans la réalité. D'où des tentatives de réformes entamées, y compris par des communistes, en Hongrie et en Pologne en 1956, en

Tchécoslovaquie en 1968, voire en Pologne encore en 1981 pour renouveler le système en y introduisant la démocratie. Aucune de ces tentatives n'a été tolérée par Moscou. Mais au moins l'espérance, ou l'illusion, d'une régénérescence du communisme par la démocratie a-t-elle existé. Personne n'aurait seulement songé à une réforme du nazisme !

Ainsi, pour avoir duré si longtemps et faute de s'être réformé, le système communiste est mort, au tournant des années 80/90, d'une crise de sénescence. Épuisée par la compétition avec les Etats-Unis, ébranlée dans ses certitudes de grande puissance par son échec en Afghanistan, ses dirigeants ayant perdu confiance en sa pérennité même, l'Union soviétique post-brejnévienne stagnait et était en plein doute. L'ébranlement est venu à nouveau des franges européennes de l'empire.

Les pays de l'Est avaient été les plus rétifs, depuis 1945, à la domination soviétique. Ils étaient les plus conscients de la nécessité des réformes et les plus sensibles à la force d'attraction du modèle occidental. Trente-six ans après la révolte des ouvriers de Berlin-Est en 1953, c'est au cœur de l'Allemagne que sonne le glas du totalitarisme soviétique. Alors que montent en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie le désir de liberté et l'exigence de réforme, l'aspiration à l'unité du peuple allemand devient irrésistible : le Mur tombe.

Pourquoi ? Parce que cette fois, au centre de l'empire, à Moscou, on s'est refusé à utiliser la force. Le courage et l'esprit de raison face à l'histoire de Mikhaïl Gorbatchev ont naturellement été décisifs. Mais si celui-ci a pu imposer ses vues, avec l'aide de Eltsine face au putsch de la vieille garde, c'est que l'appareil dirigeant du PC et la Nomenklatura soviétiques avaient perdu leurs illusions communistes et jusqu'à la croyance en leur légitimité historique. Ils se préparaient déjà aux reconversions. Ainsi, devant les yeux stupéfaits et heureux des occidentaux, le bloc communiste s'est-il affaissé sur lui-même sans guerre civile et sans effusion de sang. Les pays d'Europe centrale et orientale, puis les pays baltes ont recouvré leur souveraineté. L'Union soviétique s'est dé faite, la plupart de ses républiques fédérées par la force dans les années vingt à l'ouest et au sud accédant à des indépendances plus ou moins surveillées.

Quelles ont été les conséquences de l'effondrement du bloc soviétique ? Elles sont plus lourdes qu'on pourrait le penser. J'en soulignerai quatre.

- **La Russie a raté sa transition.** La brutalité du passage de l'organisation économique ancienne, centralisée, bureaucratique, inefficace mais protectrice

à une féroce et anarchique logique de marché a provoqué un chaos économique et financier et entraîné une lourde misère sociale. Ni le pouvoir russe, sous Eltsine, ni ses partenaires occidentaux n'ont su penser la transition. Économiquement déstabilisée (par une version sauvage du libéralisme), stratégiquement encerclée (par une politique américaine et otanienne inutilement triomphaliste), la Russie a découvert le désordre avec la liberté, un surcroît de pauvreté avec le surgissement du marché et l'humiliation avec la perte du statut de grande puissance attaché à la période communiste.

Tout était donc réuni pour que s'exprimât bientôt une puissante aspiration au retour de l'ordre. Vladimir Poutine, succédant en 1999 à un Boris Eltsine impuissant, et s'appuyant sur des cadres des services secrets dont il était issu, s'en est chargé. À l'intérieur du pays, en re-centralisant le pouvoir politique aux dépens des satrapes provinciaux et en mettant au pas dans l'économie les oligarques devenus trop puissants. À l'extérieur, en réduisant brutalement la Tchétchénie, en multipliant les ingérences au Caucase ou en Ukraine et en reprenant un ton de confrontation avec l'Occident.

Le pouvoir russe actuel a certes relancé l'économie (grâce à la hausse des prix des hydrocarbures) ; il a stabilisé le pays (sans pour autant réduire l'instabilité dans son environnement proche) ; il a redonné une voix à la Russie dans le concert international. Mais cela s'est fait aux prix d'une régression démocratique, en préférant l'autoritarisme au pluralisme politique et en freinant l'affirmation d'une véritable société civile. N'ont pas non plus été traités les graves problèmes du déclin démographique, de l'alcoolisme de masse et celui d'une modernisation harmonieuse de l'économie et de la société russes.

L'utilisation du ressort nationaliste, la restauration des réflexes de grande puissance sont des guides bien incertains, et potentiellement dangereux, pour faire face aux très sérieux défis de l'identité et du rôle de la Russie vingt ans après la chute de l'empire soviétique. C'est pourquoi l'Europe et les Etats-Unis devraient aborder avec plus de discernement leur relation avec la Russie.

Il serait bon de ne pas se montrer complaisant à l'égard de la dérive autoritaire et des tentations interventionnistes du pouvoir russe. Mais il serait illogique de les favoriser en pratiquant une stratégie qui s'apparente à un encerclement irritant. Plutôt que d'élargir de façon inconséquente l'OTAN et de déployer des systèmes anti-missiles aux pourtours de la Russie (même en invoquant le risque iranien), il

serait préférable de rechercher un dialogue sérieux et exigeant avec les dirigeants russes sur les questions de sécurité et d'énergie.

- **L'Europe s'est unifiée sans se renforcer.** Ce fut un bonheur de voir les peuples de l'Est européen accéder à la souveraineté et à la liberté. Et l'on peut juger, qu'à l'exception du drame yougoslave, il n'a pas été fait mauvais usage de ces libertés nouvelles. Mais l'unification du vieux continent et l'élargissement irrésistible de l'Union européenne (passant en peu d'années de 15 à 27 membres) n'ont pas signifié un surcroît d'unité politique, d'élan économique et de capacité d'influence sur la scène internationale.

Enfermée dans un débat institutionnel peu convaincant, partagée sur l'attitude à adopter à l'égard de la politique expansionniste de l'administration Bush, émiétée par des replis croissants sur les intérêts nationaux, l'Union européenne manque de ressort et de volonté. En témoigne le choix qu'elle vient de faire de personnalités faibles pour animer ses nouvelles institutions. En s'étendant, l'Union s'est comme diluée. Il faut espérer que le socialisme européen, dont les idées force ont été réhabilitées par la crise, relèvera le défi en proposant aux peuples du continent un nouveau projet de civilisation et, pour commencer, de vraies priorités.

- **Les Etats-Unis ont cédé à la tentation de l'unilatéralisme.** A la chute de l'URSS, les Etats-Unis ont paru être au faîte de leur puissance. A l'issue d'une compétition technologique et militaire effrénée, ils avaient amené leur vieil adversaire au point de rupture. Ils étaient sortis vainqueurs de la confrontation entre le mode de production capitaliste et le mode de production collectiviste. Le capitalisme était restauré - ou instauré - dans l'ancien espace soviétique. Les Etats-Unis d'Amérique restaient seuls comme très grande puissance mondiale. Alors est née chez eux la croyance qu'ils pourraient trancher, unilatéralement, des grands dossiers du monde.

Contenue par Bill Clinton, cette illusion a emporté Georges W. Bush qui a imprimé un profond tournant à la politique extérieure américaine. Or ce tournant va s'opérer dans des conditions plus complexes et dramatiques que prévues. Les Etats-Unis sont défiés par le terrorisme islamiste et frappés au cœur le 21 septembre 2001. Forts de leur droit à la légitime défense reconnu par l'ONU, ils écrasent par la force le sanctuaire d'Al Qaïda et le régime des Talibans. Mais ils ne se contentent pas de cela et s'installent militairement en Afghanistan.

Dix-huit mois plus tard, ils attaquent l'Irak de Saddam

Husseïn, d'abord en le présentant comme un complice des mouvements terroristes et comme un danger direct pour les Etats-Unis ; ensuite en affirmant qu'il s'agit là d'une première étape dans l'établissement d'Etats démocratiques au Moyen-Orient. La tentative d'imposer la démocratie de l'extérieur et par la guerre, dans un pays encore peu préparé à l'accepter, s'est révélée non seulement utopique mais néfaste. Loin d'étouffer le terrorisme, elle l'a fait flamber.

Avec l'élection du Président Obama, est enfin venu le temps des révisions. Marqués par les souvenirs du Vietnam, s'interrogeant sur le sens des interventions de leur pays, les Américains craignent les enlèvements militaires. Mais dans la pratique, changer est délicat

Pour une grande puissance comme les Etats-Unis, il est souvent plus difficile de se retirer d'un pays que d'y entrer. Les Etats-Unis voudraient quitter l'Irak, puis plus tard l'Afghanistan, mais en ayant atteint leurs buts de guerre, c'est-à-dire en laissant derrière eux des régimes suffisamment stables et proches. C'est ce qui explique les hésitations actuelles de Barak Obama. Si la nouvelle administration américaine a sincèrement rompu avec l'unilatéralisme, mettre en œuvre une politique extérieure plus ouverte et plus équilibrée, en pleine crise économique, alors que le colosse chinois entend jouer son jeu, que les géants indien et pakistanais hésitent toujours entre le conflit et le dialogue et que le Proche-Orient reste secoué par les tensions, est une redoutable entreprise. C'est pourquoi il serait bon que l'Europe y apporte sa contribution, de façon autonome.

- **La mondialisation s'est déployée sans entraves.** La disparition de l'économie collectiviste, suivie par la conversion de la Chine à certaines des recettes du marché, a favorisé l'émancipation des forces économiques et financières du contrôle des Etats.

Cet affranchissement était déjà à l'œuvre dans les pays développés, sous l'influence de la doctrine néolibérale. Mais l'effondrement du bloc soviétique a amplifié ce mouvement. D'une part, parce que le marché mondial s'est unifié. D'autre part, parce que la défaite économique de l'URSS a servi à justifier le développement d'un capitalisme sans frein. Le rôle de régulation des Etats a été discrédité. Or, cette absence de régulation et de contrôle, particulièrement de la sphère financière, est une des causes de la crise économique actuelle. Le défi de la période qui vient est la remise sous le contrôle des Etats et des peuples d'un capitalisme débridé et opaque. Aujourd'hui, le mur qu'il faudrait faire tomber, c'est le mur de l'argent.

(1) Prononcé le 5 mars 2010

La primauté du droit international

Lorsque François Mitterrand entre à l'Élysée pour son premier mandat, la scène internationale est figée depuis l'après-guerre mondiale dans le face à face de la guerre froide. Le paysage est clair : un monde bipolaire et un tiers-monde. Et cette situation semble devoir durer indéfiniment.

La course aux armements qui semblait avoir ralenti durant quelques courtes années a repris depuis 1975. L'URSS semble gagner en influence et marquer des points sur presque tous les continents. Des régimes communistes se sont installés en Somalie, en Angola, au Viet-nam, à Cuba et au Yémen du Sud. Depuis le milieu de l'année 1979, les forces sandinistes ont pris le pouvoir au Nicaragua et nationalisé les mines, la pêche et les principales ressources naturelles. Elles viennent de lancer une réforme agraire en même temps que divers programmes sociaux. Cette même année, les troupes soviétiques sont entrées en Afghanistan.

A l'Ouest, Ronald Reagan, élu en novembre 1980, appelle ses alliés à se mobiliser contre l'« Empire du Mal ». Il est surtout entendu par Margaret Thatcher qui ne l'avait pas attendu pour camper sa position. A Paris et à Berlin, faute de mieux, on continue à miser sur la politique de détente amorcée en 1962, après la crise des missiles de Cuba. Il est vrai que celle-ci vient de progresser sur son erre puisqu'au mois de juin 1979, Carter et Brejnev ont signé les accords SALT II qui prévoient un gel des lanceurs à ogives multiples et un contrôle réciproque des armes nucléaires. Si ces accords n'ont pas été ratifiés par le Sénat américain en raison de l'invasion de l'Afghanistan, les deux signataires ont fait savoir qu'ils en respecteraient les clauses.

En URSS, Brejnev est encore pour une année au pouvoir et la doctrine qui porte son nom ne semble pas devoir être remise en cause. Dans ses grandes lignes celle-ci visait à préserver l'intégralité du bloc de l'Est et à y empêcher toute évolution libérale ou anti-communiste. Il mourra en mars 1982, victime d'une crise cardiaque.

L'arrivée au pouvoir du président du KGB, Iouri Andropov, avec l'appui du complexe militaro-industriel, sera le plus souvent interprétée comme une persistance de la ligne dure.

Il décède quinze mois plus tard sans avoir eu le temps d'imprimer la moindre évolution significative au régime. C'est un homme malade, usé, qui lui succèdera, Konstantin Tchernenko. Son action s'inscrit dans la droite ligne de la politique menée à la fin de l'ère Brejnev.

C'est donc dans ce paysage dangereux et souvent difficile à décrypter que François Mitterrand aborde ses responsabilités. Un paysage qui perdurera pour l'essentiel jusqu'en 1991, année de la disparition de l'URSS car, si la chute du mur de Berlin, en 1989, représente un événement majeur de notre histoire contemporaine, le véritable changement de décor occupera encore deux années.

Il le fait en y apportant tout ce que son parcours personnel et d'homme politique a imprimé en lui : sa jeunesse d'étudiant, dans un monde où la France a encore le sentiment d'avoir un rôle majeur à jouer dans la petite formation des acteurs de la scène internationale; son expérience directe du conflit de la deuxième guerre mondiale avec toutes ses conséquences, de son camp de prisonnier, jusqu'à la Résistance et à ses responsabilités gouvernementales exercées dans un champ politique marqué par une confrontation internationale acerbée et ses échos parfois violents jusque sur la scène intérieure française.

A ce point, lorsqu'il franchit les portes de l'Élysée, sa démarche en matière de politique internationale sera guidée par trois lignes de force : promotion des règles du droit international, souci du développement économique et social pour obtenir ou affermir la paix, respect de l'originalité des différentes cultures.

La première lui fera donner avec constance sa préférence aux solutions qui privilégient les ressources du droit international. Etudiant, il a commencé à se passionner pour cette discipline. Il a été nourri par l'enseignement de Jules Basdevant, professeur de

droit international à l'Université de Paris et à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et qui fut, de 1946 à 1964, juge à la Cour internationale de justice qu'il présida de 1949 à 1953.

Devenu président, cette inclinaison marquée se manifestera en toutes occasions, et pour ne citer que quelques exemples, lorsqu'il s'agira de protéger le Tchad de son agresseur, la Libye ou lors du choix qu'il fera d'engager la France dans la deuxième guerre du Golfe. De même quand il prendra position lors de la guerre des Malouines. La seconde de ses exigences lui faisait lier de façon étroite efforts en faveur de

la paix et soucis de promotion du développement économique et social. Il a usé aussi souvent que possible des tribunes qui lui étaient offertes pour plaider en faveur d'une aide au développement des pays les plus pauvres et a été un des premiers chefs d'Etat à plaider pour l'annulation de leur dette. La troisième était la manifestation du respect qu'il avait des différentes cultures.

Reprenant à son compte une politique extérieure basée sur l'indépendance nationale, il ne négligea cependant pas les opportunités qu'offrait l'ONU à la diplomatie française comme l'avait fait le général de Gaulle et

La guerre des Malouines

Les îles Malouines sont un archipel désolé de l'Atlantique Sud, composé de 200 îlots, aujourd'hui peuplé d'à peine 2000 habitants, essentiellement des éleveurs de moutons. Elles ont appartenu à l'Espagne puis à l'Argentine avant de devenir colonie britannique sous le nom d'îles Falkland en 1833.

Au début des années 1980, les généraux à la tête de l'Argentine décident de restaurer leur popularité en mettant à exécution la vieille revendication nationale sur cet archipel. Ils sont convaincus que les Britanniques, aux prises alors avec de graves difficultés économiques, n'oseront pas riposter.

Le 19 mars 1982, ils plantent le drapeau argentin sur l'île de Géorgie du Sud, à quelques centaines de kilomètres au sud-est de l'archipel. Le 2 avril 1982, 5.000 militaires entrent à Port-Stanley et en chassent la petite garnison britannique. Le Premier ministre britannique Margaret Thatcher réagit avec une fermeté qu'ils n'attendaient pas. Elle écarte d'emblée toute idée de négociation et fait de la reconquête de cet archipel, à 15.000 kilomètres de Londres, une question de principe. Les efforts du secrétaire d'Etat américain, Alexander Haig qui commence à faire la navette diplomatique pour concilier les deux pays, tous deux alliés des États-Unis, ne la feront pas fléchir. Dès le 3 avril, le Conseil de sécurité des Nations unies, à la majorité de dix voix contre une (Panama), la Chine, l'URSS la Pologne et l'Espagne s'abstenant, donne raison aux thèses anglaises et appelle à une négociation après retrait des forces d'invasion.

Les hostilités commencent les 24 et 25 avril par la reprise de la Géorgie du Sud. Les opérations militaires se transporteront ensuite au coeur même de l'archipel. Elles dureront jusqu'au mois de juin et se concluront par un accord entre Londres et Buenos Aires, le 14 juillet. Le bilan humain de ces sept semaines de guerre est élevé : 712 morts du côté argentin (deux mille blessés et disparus), 293 morts du côté britannique. Les pertes matérielles (navires et avions) sont également importantes.

En visite en Côte d'Ivoire, le 23 mai, François Mitterrand réaffirme la position qu'a pris la France depuis le premier jour. : « *Notre solidarité avec la Grande-Bretagne ne doit pas être mise en doute, déclare-t-il à Yamoussoukro. C'est là notre première obligation. Et cependant, la France doit rechercher autant qu'il lui sera possible à préserver des amitiés, des intérêts et la communauté historique qui la lie à l'Amérique latine, aux peuples d'Amérique latine. Au point où nous en sommes, la France sera toujours un partisan résolu du retour à la paix dans le respect du droit. Ce qui veut dire que tout ce qui pourra être dit et fait pour qu'au plus tôt, dans le respect du droit, les combats cessent, cela sera fait par la France. Mais nous ne le ferons pas par complaisance pour l'un ou l'autre, nous le ferons parce que le retour à la paix dans le respect du droit c'est une ligne constante de la diplomatie française.* »

dont Georges Pompidou, un moment plus conciliant que son prédécesseur, s'était peu à peu écarté.

Tout au long de ses deux septennats il a multiplié les occasions de s'exprimer à des tribunes aussi différentes que celle de la FAO ou de l'Unesco.

Féru d'histoire, il vivait intensément le message original qu'avait été capable de porter la France, et plus précisément depuis le siècle des Lumières. Ancien résistant, plusieurs fois ministre dans la période où

le pays dévasté s'était reconstruit, il avait éprouvé combien y étaient importantes les sources d'énergie, celles de la pensée quand elle était libérée, celles de la fierté d'un peuple qu'il ressentait comme « élu » pour relever de grands défis.

Pétri de littérature, il était un homme du verbe. Du verbe dans ce qu'il pouvait avoir de fondateur. Il en avait vérifié la force en de nombreuses occasions. Les tribunes, où qu'elles soient, étaient pour lui le lieu de rencontre entre sa « part de vérité », les élans de la

La seconde guerre du Golfe

(Extraits du discours prononcé devant la 45ème assemblée générale des Nations Unies.)

Ce discours s'inscrit à ce moment charnière qui vient de voir la disparition de l'URSS. François Mitterrand y évoque dans un premier temps les responsabilités nouvelles qui incombent aux grandes puissances et à la communauté internationale toute entière. La situation qui s'est installée six semaines plus tôt au Moyen-Orient avec l'invasion du Koweït par l'Irak lui donne l'occasion d'illustrer, d'affirmer les principes qui régissent plus que jamais la politique extérieure de la France.

« Le face à face des blocs militaires a longtemps assuré la paix tout en déplaçant la géographie des conflits. Après la seconde guerre mondiale, n'a-t-on pas compté plus d'une centaine de conflits régionaux ? Ce qu'on appelle le Sud était devenu le théâtre de batailles qui n'étaient plus livrées au Nord. Le gain d'un camp était perçu comme une perte pour l'autre. Et si cette arithmétique sommaire est aujourd'hui dépassée, on voit comment elle a bloqué pendant près d'un demi-siècle l'évolution vers les règlements et les apaisements, comment elle a entretenu le malheur et le deuil des peuples déchirés, comment elle a servi de laboratoire aux rapports de puissance, comment elle a prolongé la dépendance de millions d'hommes qui s'étaient cru, un temps, maîtres de leur destin. (...) Je me garderai cependant d'un optimisme prématuré. Je mesure comme vous ce qu'il y a d'illusoire dans la vision d'un monde qui aurait soudain, et sans peine, trouvé sa voie. Les atteintes aux droits de l'homme restent multiples, criantes, insupportables. Des minorités ethniques et religieuses restent persécutées. Les intérêts n'ont rien perdu de leur brutalité. Le fort guette toujours le faible et l'opprimé mûrit sa revanche. Et pourtant, désormais, l'affrontement des blocs ne pourra plus servir d'excuse à ceux qui craignent le risque de la démocratie, à ceux

qui croient pouvoir remettre à demain ce que l'on attend d'eux aujourd'hui, je pense aux problèmes Nord/Sud.

Dans un monde où personne, pas même les plus puissants, n'échappe à l'interdépendance des destins, il est tentant de rechercher dans le repli sur soi, une échappatoire comme si le seul moyen d'affirmer son identité, sa différence était de nier celle de l'autre, comme si ce besoin d'identité pouvait trouver une réponse dans la xénophobie ou le nationalisme. La conclusion qui sera donnée à la crise ouverte par l'agression irakienne, sera à cet égard exemplaire de même que le drame qui frappe le Libéria a valeur d'avertissement.

Si nous n'y prenons garde, la chance unique que représente la fin des blocs se changera en mauvais rêve.

Pour empêcher cette anarchie, pour exclure la raison du plus fort, pour éviter aussi qu'une alliance des puissants n'impose un ordre dans lequel les autres ne se reconnaîtraient pas, je ne sais d'autre réponse que le droit. Mais le droit n'est le monopole de personne, d'aucun Etat, d'aucune philosophie. Il exprime la volonté générale et n'est-il pas remarquable, à cet égard, que l'on assiste à l'émergence d'un accord presque universel sur des valeurs simples qui se nomment liberté, liberté de dire, de faire, de circuler, d'élire ses dirigeants, égalité, justice, respect du droit des gens, tolérance, acceptation de la différence ? Toutes valeurs qui privilégient le dialogue sur le rapport de force. (...)

Longtemps paralysée, l'O.N.U, 45 ans après sa naissance, se déploie sous nos yeux et apparaît enfin comme un véritable juge qui dit le droit et cherche à l'appliquer, remplissant de la sorte la mission assignée par la Charte de San Francisco. A partir de là tout va changer, du moins tout peut changer. »

France et les remèdes qu'il fallait apporter à la marche incertaine du monde et de ses peuples.

Aussi, certainement plus souvent que les autres titulaires de la charge présidentielle, François Mitterrand s'est-il attaché à faire entendre dans les instances internationales l'interprétation de l'avenir que pouvait apporter l'expérience française de l'histoire du monde.

Ses deux septennats se situent à une charnière des

relations internationales. Il a donc dû gérer la situation dans laquelle nous avait tenu la guerre froide et la période de transition – dangereuse – vers le monde brusquement unipolaire, sans codes ni règles, dans lequel la disparition de l'empire soviétique nous faisait entrer.

Dans cette seconde phase de son mandat, il a fait plus encore du respect et de la promotion du droit international l'axe premier de sa politique extérieure

S'agissant de la situation au Koweït, dès le début de cette crise, François Mitterrand s'est montré décidé, s'il le fallait, à utiliser la force pour rétablir la légalité internationale mais uniquement dans le respect du cadre onusien. Cette autorisation de recourir à la force fut donnée par le Conseil de sécurité (résolution 678). Selon l'ultimatum fixé, les troupes irakiennes devaient avoir évacué le territoire du Koweït avant le 15 janvier 1991. Saddam Hussein n'ayant pas ordonné le retrait de ses troupes, dès le lendemain, François Mitterrand signe donc l'autorisation d'engagement des forces françaises dans le conflit.

« Le Koweït est un état souverain, membre de la société internationale : au nom de quoi peut-on décider que cet Etat a cessé d'exister ? Au nom de la loi des avions, des chars et des canons ? Je précise que la France entretient de longue date d'amicales relations, avec l'Irak, qu'elle l'a soutenu à l'heure du plus grand danger lors de la guerre contre l'Iran dans le souci d'aider à préserver, sur cette frontière millénaire, l'équilibre historique entre Perses et Arabes, équilibre dont la rupture aurait eu des conséquences en chaîne sur le monde arabe tout entier jusqu'au rivage de l'Atlantique. »

Des liens d'amitié ont été noués, en cette circonstance, entre les peuples irakien et français que je ne renie pas et dont j'espère, en dépit de tout, qu'ils résisteront à l'épreuve. Mais la France est d'abord au service du droit, tel que le définit ce juge entre les nations qu'est votre institution. Nous appliquons l'embargo décidé par le Conseil de Sécurité, nous contribuons à le mettre en oeuvre. Nous avons envoyé à cette fin des forces aéronavales dans la zone du Golfe, mais nous n'avons accompli en cela aucun geste de menace ou de provocation.

Notre politique est la politique des Nations Unies. Nous avons, au demeurant, informé les autorités irakiennes que nous serions aux côtés de quiconque subirait dans la région une agression nouvelle. Notre action est défensive et non pas offensive, mais elle ne sera ni complaisante, ni complice. Une

fois leur mission accomplie, nos forces quitteront la zone et rentreront dans leur pays. (...)

Que dire à l'Irak sinon que les conditions sont posées, qu'elles sont inscrites dans les résolutions du Conseil, qu'elles ont fait l'objet d'un accord unanime et qu'elles ne peuvent être révoquées ? C'en est-il fini de l'espoir ? N'y a-t-il plus de marge de paix ? On ne doit pas prononcer ce verdict. Plusieurs projets émanant notamment de Chefs d'Etat et de personnalités arabes ont ouvert d'utiles perspectives. Je m'en suis réjoui. La France a espéré que les pays de cette région du monde sauraient arbitrer entre eux les différends opposant deux des leurs. J'aimerais pouvoir déclarer de cette tribune que je l'espère encore. Il serait en effet désirable que fussent levés le doute, la suspicion, que provoque, fût-ce injustement, l'intervention armée de puissances occidentales. Mais la nation arabe n'a pas encore surmonté les divisions qui la séparent et l'on ne peut se contenter d'émettre des vœux pieux.

Faute de cette solution dont je répète qu'elle a ma grande préférence ou qu'elle aurait ma préférence, examinons dans quel contexte la diplomatie pourrait encore l'emporter sur l'embrasement. D'abord en parlant clair : je dis qu'il n'y aura pas de compromis tant que l'Irak ne se ralliera pas aux vues du Conseil de Sécurité. Oui, qu'il se retire du Koweït ! La souveraineté de ce pays pas plus qu'une autre n'est négociable.

Dans une seconde étape, c'est ainsi que je vois les choses, la communauté internationale qui a sanctionné l'agression serait à même de garantir la mise en oeuvre du retrait militaire, la restauration de la souveraineté du Koweït et l'expression démocratique des choix du peuple koweïti.

Alors s'ouvrirait la troisième étape, celle que tout le monde attend sans trop l'espérer, tant elle paraît aujourd'hui hors de portée, ou que l'on redoute, parce que ce sera l'heure des choix : ce sera le moment de substituer aux affrontements qui meurtrissent le Proche Orient une dynamique de bon voisinage, dans la sécurité et la paix pour chacun. »

Justice sociale et développement économique international

Pour François Mitterrand, la paix qu'il faut sans cesse rechercher, ne s'installera pas durablement par le simple jeu d'un équilibre raisonné entre les deux blocs. Et surtout, à ce prix, tous n'en profiteront pas. Des conflits meurtriers ne cessent d'embrasser les régions les plus pauvres. Certains ont pris l'habitude d'appeler ces joutes par populations interposées, des « abcès de fixation ». Il récuse le cynisme de cette stratégie qui maintient des privilèges exorbitants et favorisent, à terme, une gestion désastreuse des ressources de la planète. Pour lui, la paix passe par l'affirmation de règles pour une économie équitable, l'éducation et l'épanouissement des différentes cultures ainsi que par une nouvelle prise de conscience dans laquelle l'éthique surplomberait les décisions techniques indispensables, parfois urgentes, que les puissants et les faibles devraient concevoir ensemble.

Il n'a cessé de marteler ce message tout au long des quatorze années de ses deux mandats, proposant à chaque fois des solutions et prêchant par l'exemple des initiatives de la France en ces domaines.

A peine est-il installé à l'Élysée, que le 1er septembre 1981, il prend la parole lors de la séance inaugurale de la Conférence de Paris sur les pays les moins avancés.

« Après l'époque des dominations coloniales, après l'espoir des années soixante, après et pendant le choc de la crise économique mondiale, nous voici au seuil d'un nouveau millénaire. Six milliards d'hommes habiteront la terre en l'an 2 000. » Et il interroge : « Laisserons-nous 4 milliards d'entre eux menacés sans cesse par la pauvreté ? Laisserons-nous 1 milliard d'êtres humains traqués par la famine, par le désespoir ? Tel est le problème fondamental auquel nous sommes confrontés.

Pour lui le problème se pose en termes abrupts : soit la communauté internationale, à vrai dire ceux parmi elle qui en maîtrisent les dogmes et les leviers, trouvera en elle-même « le désir et le ressort de relancer le dialogue et d'aborder les vrais débats ». Et il complète : « Sinon les

différentes parties du monde s'en retourneront chacune chez elles, amères et déçues, pour s'attaquer dans la solitude aux problèmes de l'heure avec ce mélange de résignation et de désir diffus de revanche qui accompagne les grandes questions que l'on n'a pas jugé bon d'entendre. »

Paix indispensable, développement social par l'éducation, maîtrise des marchés pour ne pas épuiser les ressources de la terre et de ceux qui en vivent directement ? En de nombreuses occasions, il prévient que le temps est compté. Il ne se veut pas donneur de leçons. Réaliste, il propose des voies et des moyens. Il mesure les écarts qui se sont installés dans le temps et à travers les espaces. « Mais comment cent ou plus de cent nations accompliront-elles en quelques décennies le chemin du développement que les pays les plus avancés ont mis plusieurs siècles à parcourir ? Comment faire que chacun trouve sa voie propre dans un monde où les liens féconds et étroits qui existent entre nations recèlent aussi bien des contraintes et des dominations ? Comment bâtir pour tous un ordre économique international à la fois équitable et efficace qui place le développement au premier rang des priorités de tous ? »

Quand chacun est alors obnubilé sur les péripéties des rapports Est-Ouest, il met en avant les conséquences d'une relation Nord-Sud insuffisamment prise en compte. « Pour ce qui nous concerne toujours, avance-t-il, je ne peux en cet instant, ayant l'honneur de participer à cette séance et de présenter ce premier exposé, c'est dans cinq domaines principaux que nous Français nous entendons porter notre action.

Premièrement, mon pays souhaite que dans les rapports Nord-Sud un esprit de responsabilité partagée remplace la méfiance, l'indifférence. Une volonté nouvelle de se comprendre et d'agir doit se manifester. Les conversations au niveau des Chefs d'Etat qui se tiendront en octobre à Cancun contribueront à forger cette volonté. L'engagement de négociations globales lui permettra de se traduire par des actions concrètes correspondant à des intérêts mutuels. Avec ses partenaires, la France fera tout son possible pour que cette volonté se manifeste à brève échéance. »

Il propose ensuite des initiatives : « Deuxièmement,

la France souligne l'importance d'aider concrètement les pays du Sud à surmonter les difficultés aiguës provoquées par l'alourdissement de leur facture énergétique. Elle a proposé à Nairobi l'établissement d'un inventaire économique des énergies nouvelles et renouvelables. Elle apporte son soutien entier au projet de création d'une « filiale énergie » de la Banque Mondiale qui associerait, à responsabilités égales, les pays du Nord et les Pays du Sud au développement énergétique du Tiers Monde. Troisièmement, la France reconnaît que tout processus de développement, surtout si son rythme est rapide, réclame d'importantes disponibilités financières. Sans elles, les projets resteront sans lendemain.

Et il met en garde contre l'inconséquence coupable des puissances et tente d'engager le mouvement engageant la France : « Les engagements pris par la Communauté internationale n'ont pas été tenus pendant les années de forte croissance et de prospérité. Il faudra pourtant les atteindre alors que les circonstances sont bien moins favorables. La France a décidé de rattraper son propre retard et de parvenir d'ici 1988, dans le cadre de son prochain plan de développement économique, à l'objectif de 0,7 % du PNB d'aide publique adopté par les Nations Unies. »

Stabiliser les recettes des pays les moins avancés

Soulignant que ces pays, les « moins avancés », cumulent les inconvénients et surtout celui de devoir naviguer à vue, il ajoute : « Il nous paraît indispensable d'apporter aux pays en développement dans leur ensemble et, particulièrement aux pays les moins avancés, plus de stabilité et de continuité dans leurs recettes. L'équilibre de nombreuses économies dépend des recettes d'exportation d'un seul produit. Pouvoir prévoir et planifier ces recettes, telle est la condition sine qua non du développement. Pour cette raison, la France se montre favorable à la stabilisation des recettes provenant de l'exportation des matières premières du Tiers Monde. Il s'agit d'une part, des accords de produits et nous profitons de cette occasion pour saluer les efforts de la CNUCED en ce domaine et redire notre attachement au Fonds Commun. »

Même point de vue, mais dans un contexte qui n'a fait que s'aggraver, dans son allocution lors de la cérémonie inaugurale de la 8ème session du Conseil des gouverneurs du Fonds international de Développement Agricole (FIDA), le 22 octobre 1984.

« A un moment où le dialogue Nord-Sud marque le pas, où s'accumulent les tragédies, il est important de démontrer que la lutte contre la pauvreté et la faim est possible, à condition d'agir sur les structures du monde rural. Le F.I.D.A. a su jusqu'ici concentrer ses moyens pour venir en aide aux populations les

plus démunies, dans les pays les plus pauvres, en intégrant tous les aspects du développement - formation, recherche, vulgarisation, financement, organisation de débouchés. Mais cela ne suffit pas car une crise alimentaire sans précédent ébranle toutes les sociétés du sud, y compris celles qui, jusqu'à présent, paraissaient pouvoir demeurer à l'abri du fléau. On voit ainsi se développer en Amérique Latine, en Asie et surtout en Afrique, la malnutrition.

Des paysans de plus en plus nombreux, exploitent des ressources naturelles de plus en plus limitées. L'équilibre millénaire entre l'homme et la nature se trouve bousculé, bouleversé, avec pour sanctions l'érosion, le déboisement, je le disais, la désertification, et pour finir, la baisse rapide du potentiel de production.

Dans le même temps s'accroissent les instabilités. Les cours des matières premières oscillent au gré d'un marché sans règle, entraînant dans leur danse infernale les recettes d'exportation. Les taux d'intérêt record, l'instabilité injustifiée des monnaies augmentent la dette des plus nécessiteux. Et le chômage s'étend puisque l'investissement devient plus difficile. Après avoir stagné, le développement recule et la famine s'aggrave.

Voilà les faits. Vous les connaissez. »

Les faits? Les opinions publiques des pays riches s'en sont déjà saisies. Un mouvement de solidarité s'est alors dessiné en faveur de nombreuses régions des pays de la Corne de l'Afrique par exemple et plus particulièrement de l'Ethiopie ; au secours des pays du Sahel, dont le Niger. En Tunisie, du 27 décembre 1983 au 6 janvier 1984, des émeutes ont secoué la plupart des villes - ce qu'on a appelé les « émeutes du pain ». L'intervention de l'armée a fait une centaine de morts.

Les destins du Nord et du Sud sont liés

« Et vous connaissez aussi les mécanismes qui les sous-tendent, poursuit-il. La crise des agricultures s'inscrit dans le désordre général des économies du monde. Cette nécessité d'une vision plus solidaire, je l'ai rappelée depuis bien longtemps et d'abord à Paris, ici même, lors de la conférence des pays les moins avancés et aussi, vous avez bien voulu le rappeler M. le Président, à Cancun, c'était en octobre 1981, il y a déjà trois ans, lorsque les chefs d'Etat de 22 pays tentaient de donner des réponses communes aux problèmes urgents des pays du sud. Mon pays avait fait alors des propositions. Elles ont été approuvées, appuyées au moins verbalement. Que sont devenus les engagements précis que comportait le texte final de Cancun ? Que reste-t-il de l'analyse, unanime, du diagnostic sur l'ampleur de la pauvreté, la montée de la famine, la crise de l'endettement ? Qu'avons-nous entrepris pour relancer les négociations globales Nord-Sud, permettre une meilleure organisation des marchés mondiaux, pour

stabiliser les cours des matières premières ? où en est la filiale énergie de la Banque Mondiale ? Qu'a-t-on fait pour enrayer l'endettement, relancer l'appareil productif bloqué dans presque tous les pays du tiers monde ; pour augmenter l'aide publique au développement, pour soutenir les efforts des plus pauvres parmi les pauvres ? Avouons-le, les résultats sont décevants, les engagements pour la plupart non tenus. A chaque occasion, j'ai tenté de sensibiliser l'opinion internationale à cet extraordinaire paradoxe qu'est l'abondance des surplus du Nord, tandis qu'au Sud la production agricole décroît. Et de même, je l'ai dit à la tribune des Nations Unies à New York, devant les ministres des finances et des affaires étrangères de l'O.C.D.E., à chacun des sommets annuels des sept pays les plus industrialisés. Et mon sentiment profond n'a pas varié. Je tiens à le redire devant vous : les destins du Nord et du Sud sont liés : il n'y a pas d'issue durable à la crise pour le Nord si le développement des pays du Sud n'est pas assuré.

Des résultats faibles, des moyens insuffisants

Nombreux sont les pays qui ont reconnu avec nous l'urgence de l'organisation des marchés mondiaux, de l'augmentation des aides publiques, de la mise en oeuvre d'un développement moins dépendant et, bien sûr, de la lutte contre la faim. Or, aujourd'hui, dans tous ces domaines, les résultats restent faibles parce que les moyens sont insuffisants quand ils ne déclinent pas. La crise de l'endettement est telle qu'elle finit par absorber les ultimes énergies. La France - et elle n'est pas la seule - ne peut pas souscrire à une conduite de renoncement. Au cours de ces dernières années, la coopération entre les institutions financières internationales, entre les grands pays créanciers, les pays débiteurs, les banques, a sans doute permis d'éviter le pire. Et plusieurs pays très endettés ont vu s'améliorer leur situation au détriment de leur niveau de vie. Il reste que les grands problèmes demeurent. Et que celui de l'endettement, dont je parle, ne peut être résolu par les seuls rééchelonnements de la dette, même si ceux-ci couvrent plusieurs années. Les ajustements - indispensables au rétablissement des équilibres et à l'assainissement de l'économie - ne peuvent suffire. Ils ne peuvent garantir la reconstruction d'un potentiel productif, capable d'engendrer durablement des exportations et donc des recettes en devises nécessaires au paiement des charges de la dette. »

Ses analyses et ses propositions d'alors sont encore aujourd'hui d'une terrible actualité :

« Partout, au sein de l'Association Internationale pour le Développement, de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International, de la Communauté Economique Européenne, nous plaidons pour un accroissement des ressources, pour le développement et pour une harmonisation entre les impératifs immédiats de l'équilibre et les nécessités à plus long terme

du développement. Ainsi, nous suggérons que les prêts de la Banque Mondiale soient mieux adaptés aux besoins et nous plaidons vigoureusement en faveur d'une nouvelle allocation de droits de tirages spéciaux. La France aurait souhaité que, lors de la dernière assemblée du Fonds Monétaire et de la Banque Mondiale, qui s'est tenue à Washington le mois dernier, des progrès substantiels fussent accomplis en ce sens, et cela n'a pas été possible. Pourtant, l'augmentation des ressources de l'Association Internationale pour le Développement est indispensable si l'on veut maintenir le volume des prêts à très bas taux d'intérêt accordé aux pays les plus pauvres et notamment à ceux d'Afrique. Le refus de certains d'augmenter leur contribution a conduit à fixer les ressources à 9 milliards de dollars seulement, c'est-à-dire que la septième A.I.D. sera amputée du quart des ressources qui lui auraient été nécessaires.

Devant cet échec, j'ai demandé qu'au moins un Fonds Spécial pour l'Afrique soit mis en place. Ce continent, le plus déshérité, frappé par la sécheresse, s'enfonce de plus en plus dans le sous-développement. Mais il n'a pas été, là non plus, possible d'aboutir. La France est prête à constituer ce Fonds Spécial avec ceux des pays qui le voudront. En tout cas, elle a décidé, malgré son effort propre de rigueur budgétaire, d'y consacrer déjà plus de 500 millions de francs pour 1985. »

Une approche régionale ou sectorielle

Et cette fois, comme il le fera encore à de nombreuses reprises par la suite, il avance l'idée que certains problèmes seront mieux traités dans une approche régionale ou sectorielle qui seules permettraient aux partenaires locaux de faire entendre l'originalité de leurs voix et le caractère spécifique de leurs besoins. « Je voudrais ainsi souligner clairement l'importance que nous attachons au renforcement des institutions multilatérales, au soutien de leur action, à la coordination de leurs interventions. Au moment où se dessine la nouvelle convention de Lomé, cadre d'une coopération exemplaire entre dix pays du nord et 64 pays du sud. »

Quand le 10 juillet 1987, il prend la parole à l'occasion de la VIIème Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement à Genève, l'économie mondiale subit des désordres partiellement engendrés par une mauvaise application des « accords de Plaza » signés par les membres du G5 (le G7 moins le Canada et l'Italie) en septembre 1985 pour intervenir sur le marché des changes afin d'organiser un repli du dollar. Pour enrayer la baisse de cette monnaie devenue excessive que ces accords ont enclenché, les pays du G6, rejoints par le Canada, ont signé à Paris les accords du Louvre, le 22 février 1987. Les échanges internationaux se développent dans un

climat d'incertitudes qui atteint plus que les autres les économies des pays les plus pauvres. Ajoutons pour parfaire le tableau que nous ne sommes alors qu'à quelques mois de ce qu'on a appelé le « lundi noir », le grand krach boursier du 19 octobre 1987.

« Au moment en effet où s'aggrave la crise mondiale, où le chômage ne connaît pas ses limites, où la dette de nombreux pays atteint un niveau que l'on n'imaginait pas, aucun discours ne peut prétendre agir sur le réel, ne peut, dans l'immédiat, changer le cours des choses. Même si l'on peut douter de la volonté de la communauté internationale de saisir l'occasion de cette conférence pour lancer une offensive décisive contre le sous-développement, votre conférence cependant doit permettre d'accomplir des progrès substantiels pour les sujets traités, je veux dire pour le commerce et le développement. En effet, qui n'a pas espéré au sortir de la deuxième guerre mondiale que nous serions capables d'assurer la paix grâce à l'Organisation des Nations Unies ? et Dieu sait si j'en suis moi-même partisan, si je veux qu'elle soit encore mieux respectée, que l'ensemble des pays du monde qui participent, s'y rencontrent davantage.

Les rendez-vous manqués

Qui n'a pas espéré que la croissance économique sans précédent, historique, que nous avons connue entraînerait les nations les plus pauvres, les peuples, les individus, irrésistiblement vers la prospérité ? Et pourtant des couches sociales toutes entières, sinon des continents, ont manqué jusqu'ici le rendez-vous du développement.

Qui n'a pas espéré que les ouvrages, les machines, les technologies, les universités, les systèmes d'information du Nord iraient partout jusqu'aux endroits les plus reculés du Sud et parviendraient à accroître la capacité de ce dernier - le Sud - pour produire davantage, pour savoir, pour s'organiser, puisque telle est la situation du monde ? (mes propos ne visant à rien le degré des cultures qui pour être différentes n'en sont pas moins aussi riches ici que là si les moyens matériels restent très inégaux). Or, quarante ans et plus encore nous démontrent qu'à quelques exceptions près, le fossé technologique augmente au lieu de diminuer entre les plus développés et ceux qui le sont moins.

Qui n'a pas espéré que seraient maîtrisées les variations erratiques des cours des matières premières ? Or, ces cours n'ont peut-être jamais été aussi faibles qu'aujourd'hui, au grand dommage des pays producteurs, sans bénéfices sensibles pour les consommateurs. (...)

Qui n'a pas espéré qu'en favorisant le commerce international, on favoriserait du même coup davantage ceux qui ont plus que ceux qui ont moins ? Paradoxe supplémentaire, les mesures

protectionnistes passives ou actives n'ont cessé de se renforcer, frappant les pays semi-industrialisés du Sud tout en jouant un rôle négatif pour l'ensemble de l'économie mondiale.

Bref, au cours de ces cinq dernières années, pour m'en tenir là, les pays en voie de développement ont connu, à l'exception des pays asiatiques, une régression de leur produit par tête, et cette année le produit par tête de l'Afrique sub-saharienne - pour choisir un cas bien précis - sera inférieur de 13 % à ce qu'il était en 1980.

Une telle régression a deux conséquences, que vous voyez tout aussitôt : les besoins essentiels des populations les plus pauvres sont de moins en moins bien couverts et les pays où elles vivent ne peuvent pas se développer, ne peuvent même pas développer leurs investissements productifs. Combien sont incapables de consacrer 10 % d'un produit national brut déjà très faible à leurs investissements productifs ! Ce chiffre est inférieur à 5 %, voire même négatif dans certains des pays les moins avancés...

Autre facteur qui s'ajoute à ceux que je viens d'évoquer : la création de richesses, dont j'ai dit qu'elle était de moins en moins liée au développement industriel, mais qui l'est de plus en plus aux jeux financiers et aux jeux monétaires. Le mouvement des capitaux engendre plus de profit que l'industrie et le commerce. Aussi le département financier des entreprises devient-il plus important que les ateliers, que les chantiers, et les investissements productifs diminuent au bénéfice d'opérations financières dont il faut dire qu'elles sont souvent spéculatives.

Cette triple évolution pénalise le Sud tout en semblant favoriser le Nord qui se tromperait bien s'il pensait qu'au total ce profit serait pour lui durable. Le Sud, c'est vrai, riche de son sous-sol et de ses bras innombrables, n'a pas la capacité - sinon marginalement - de participer aux grandes manoeuvres des grandes places financières. Bref, plus qu'hier, tout risque de se passer hors de son champ d'influence.

Des «Nord» et des «Sud»

Vous avez remarqué que j'ai déjà plusieurs fois employé les termes trop simples, qui ne recouvrent pas ma pensée : le Nord, le Sud. Faut-il encore dire le Nord et le Sud ?

Je suis le premier à juger l'insuffisance de ces termes. Il faut parler au pluriel. A l'intérieur des deux hémisphères, les situations sont très diverses : il existe plusieurs Nord et plusieurs Sud. Dans des instances comme celles-ci, parce qu'il y est question de commerce et de développement, apparaissent aussitôt des différences de situations qui appellent, par conséquent, des différences d'approches et des différences de réponses. Je crois pourtant qu'il faut, à des problèmes globaux, apporter des

solutions globales : je veux dire des solutions d'ensemble aux problèmes communs aux pays du Sud. Ce qui est une façon d'aborder les problèmes du Nord.

Si nous n'y arrivions pas - pour préciser ma pensée, je le dis aux pays du Nord, à eux qui sont industrialisés dans le Nord et qui peuvent peser sur l'évolution économique du monde, c'est aussi - et ils ne savent pas assez - c'est aussi leur propre avenir qui est en cause, leur propre destin, ils risqueraient d'épuiser les propres sources de leurs richesses s'ils ne comprenaient que le monde est devenu une planète rétrécie et que les termes de l'échange engagent tout homme, toute femme, tout producteur, tout consommateur sur la terre. Si l'on n'y prenait garde, pardonnez-moi pourtant d'énoncer de telles évidences, mais quand ces évidences ne paraissent pas comprises il faut bien les répéter, c'est le monde tout entier qui sombre dans la crise. Tout ce qui change, tout ce qui changé quelque part dans le monde se répercute ailleurs en une traînée, une chaîne de réactions et d'adaptations successives. Et nul n'est à l'abri. Nous sommes dans une situation de solidarité obligée si nous ne voulons pas d'une solidarité voulue, désirée et choisie, une solidarité obligée..

Imaginez qu'un continent ou l'autre soit laissé en marge, réduit à sa misère et à ses désordres : qu'arrivera-t-il aux autres ? Car nous sommes tous - directement ou non - responsables du plus petit arpent de la terre vivante, luttant contre toutes les formes de désert, ceux de la nature comme ceux de l'esprit. Nous sommes responsables de notre biosphère atteinte par des pollutions de toutes sortes, de tout espace marin menacé par nous-mêmes, par l'homme, comme de l'homme - l'individu dans sa famille ou bien dans sa cité - le plus accablé, traqué par ce que vous savez, le cortège de la faim, de la misère et de la mort.

Alors que faire ? Faut-il baisser les bras - vous n'êtes pas là pour ça, au contraire - laisser jouer les lois du marché, organiser, comment dirai-je, subir, la loi de la jungle, se contenter d'être spectateur de conflits inéluctables ? Non, bien entendu. Alors il faut agir au plus profond des choses. Et le temps est venu depuis déjà... que de temps perdu !... Bref le temps est venu de mettre en place un système de règles, de penser à un effort concerté d'abord de ceux qui échappent aux pires dommages, à l'Ouest comme à l'Est, au Nord comme au Sud. (...)

Une action internationale tenace

Mais je me demande si ce qui manque le plus pour les mettre en oeuvre n'est pas la volonté politique, une volonté politique également partagée.

Une solution ou des solutions progressives dépendent d'une action internationale tenace. Alors il faut en parler. C'est ce que vous faites au cours de ces journées mais ce que l'on n'a pas

assez fait dans le cours des années, du moins depuis longtemps - cinq ou six ans - j'y viendrai tout à l'heure.

Je crois utile à vos délibérations de suggérer un certain nombre d'orientations que j'exprime au nom de la France.

La première serait celle ci. Les pays riches en particulier, ceux qui disposent d'une certaine marge de manoeuvre grâce à leurs excédents commerciaux, devraient stimuler la croissance mondiale. Je pense à des pays dont j'admire les réussites et le caractère, comme le Japon. Je pense à l'Europe dont mon pays fait partie, aux organisations européennes qui prennent corps de plus en plus : ils devraient se lancer plus hardiment dans de grands projets porteurs de croissance. (...)

Deuxièmement, la mise en place d'un système monétaire international pour mieux stabiliser les taux de change, fixer à un niveau raisonnable les taux d'intérêt. Je me souviens que la France en a parlé - je crois qu'elle a été la première après les événements de 1971 - en 1982 lors d'un Sommet des Pays Industrialisés qui se tenait à Versailles, et depuis lors quelques progrès ont été réalisés dans cette voie. Ce que nous souhaitions dès 1982, c'était d'aller plus loin et de maintenir les principales monnaies à l'intérieur de zones de référence. On n'y est pas encore, mais la direction prise au cours d'un certain nombre de conférences qui se sont tenues, soit aux Etats-Unis d'Amérique, soit en France ou ailleurs, est la bonne. Les récents accords de Venise sont allés dans cette direction en réaffirmant la nécessité d'une surveillance et d'une coordination des économies industrialisées et en soulignant la grave menace que représentent les déficits budgétaires extérieurs des plus grands pays, non seulement pour eux-mêmes mais pour l'ensemble des pays sur la terre. Comment voulez-vous faire si en l'espace de quelques jours sont détruites les bases sur lesquelles étaient édifiés les plans de croissance des pays qui luttent contre la pauvreté, qui s'imposent déjà d'importants sacrifices et qui voient leurs efforts anéantis, simplement parce que tel taux d'intérêt reste inaccessible, attire les capitaux dans un seul endroit, alors qu'il les interdit aux pays moins avancés et même en voie de développement dont les efforts sont souvent remarquables ? Ils ne peuvent pas suivre la course.

Combattre le protectionnisme

En troisième lieu, combattre le protectionnisme : mieux ouvrir le marché des pays riches aux produits des pays qui le sont moins.

Je sais bien que c'est une sorte de refrain que l'on chante sur toutes les tribunes internationales. Il m'arrive de dire à d'autres, y compris aux miens : du protectionnisme, nous en faisons tous ! On ne parviendra à réduire cette menace mortelle sur le commerce international, et particulièrement sur le développement que si



L'on met tout sur la table. Il ne sert à rien de désigner celui-ci plutôt que celui-là.

Des comparaisons peuvent être faites - je suis en mesure de les faire à cette tribune : je ne les ferai pas, toujours par discrétion - pour montrer qu'en réalité le protectionnisme est ici plus hypocrite, mieux dissimulé, que là il est plus franc mais pas plus tendre. On peut faire une description de l'ensemble : vous parlez de l'Europe, vous parlez des Etats-Unis d'Amérique, vous parlez du Japon, enfin bref vous parlez de tout ceux qui pensent qu'il faudrait réduire les protections là où l'on veut vendre et accroître les siennes quand on doit acheter ; phénomène d'égoïsme bien connu mais qui n'est plus supportable longtemps. Des négociations sont engagées dans le cadre de ce que l'on appelle l'Uruguay Round. Elles ont précisément pour objet de combattre ce protectionnisme. Mais soyons clairs, le protectionnisme est partout. (...)

La mode est à l'agriculture. C'est vrai que cela intéresse au premier chef un certain nombre de grands pays beaucoup plus modestes, en développement, qui peuvent être ou qui sont déjà producteurs de céréales par exemple et qui voient se fermer les marchés extérieurs protégés par des hautes barrières. De la même façon, on voit, pour des raisons politiques, de politique intérieure, des catégories d'agriculteurs subventionnés pour supporter les concurrences mondiales et fausser les prix. Il existe des organisations - et je suis très fier d'appartenir à l'organisation de la Communauté Européenne - qui se sont fondées sur la nécessité d'agrandir leurs marchés à six, dix, onze, douze pays,

tout en se protégeant d'une certaine façon à l'égard des autres. Tout doit être mis sur la table. On ne peut pas espérer parler de l'agriculture sans aussi parler de l'industrie et sans parler aussi - même si cela embarrasse un certain nombre des pays ici représentés - des services, sous prétexte d'avancer plus vite dans tel ou tel domaine. Lorsque l'on propose, c'est arrivé, de s'éloigner du programme de travail, accepté d'un commun accord lors de la Conférence de Punta Del Este et réaffirmé récemment encore à Venise, on ne fait que retarder le moment où les protections directes et indirectes seront démantelées. Je vous demande Mesdames et Messieurs, et je le demande à nos partenaires, hâtons le pas. La France y est prête et le souhaite. Elle est prête à faire son propre examen de conscience mais ne saurait évidemment s'engager sur ce terrain sans être assurée que les voies du commerce international lui seront ouvertes dans les mêmes conditions.

En quatrième lieu, agir pour stabiliser les cours des matières premières. Je sais comme vous-même qu'il y a débat sur ce point en raison de l'expérience vécue depuis vingt ans. C'est vrai que le problème se pose. Peut-on le résoudre ? Est-il même raisonnable de le rechercher ? En tout cas, je constaterai devant vous que, par exemple, les accords par produit : café, cacao, caoutchouc, intéressent un nombre important de pays parmi les plus pauvres. Continuons de les encourager. Il est souhaitable que l'on parvienne à réaliser, tout en tenant compte de l'évolution des réalités économiques, les objectifs du Programme Intégré pour les Produits de Base. Pourquoi ? Par exemple, c'est une suggestion, ne pas engager sans attendre davantage les actions prévues pour

diversifier et valoriser les productions. Je n'invente rien. C'est déjà décidé, c'est déjà proposé, les plans sont parfaits, mais le reste ne suit pas. Pourquoi attendre ? Je pense à l'utilisation anticipée des ressources prévues au titre du «deuxième guichet» du Fonds Commun des Produits de Base.

Ce sont les termes qu'emploient les spécialistes, on n'y comprend souvent pas grand chose, il faut traduire plusieurs fois mais enfin on y arrive avec un peu d'application. En effet, il faut ajouter à la diversité des langues ici représentées, des langages codés de quelques spécialistes qui s'y complaisent pour garder le prestige de la spécialité. Il m'arrive même de constater dans mon propre Conseil des Ministres l'emploi de sigles et d'abréviations, dont quelques-unes sont assez connues, type O.N.U., alors que quelques autres atteignent un degré de raffinement qui fait que nul n'ose dire qu'il n'y a rien compris.

Et j'ai admiré le Ministre des Affaires étrangères d'Italie qui lors du dernier Sommet européen après une discussion de deux heures très savante - et ce Ministre des Affaires Etrangères, est l'un des hommes les plus cultivé que je connaisse - a dit : «Finalement vous avez beaucoup parlé mais moi je n'ai pas saisi un traître mot de ce qui a été dit». En cinquième point, la dette. Il me paraît de simple bon sens que les politiques financières telles qu'elles résultent d'accords entre les institutions internationales et les Etats ne remettent pas en cause le développement. Pour pouvoir investir, et il faut qu'ils investissent, les pays du Sud ont besoin d'apports nets en capitaux. Une dette est une dette, Mesdames et Messieurs, je m'exprime au nom d'un Etat créancier, une dette est une dette. Les pays endettés savent ce que vaut la créance de l'autre et l'engagement moral et pratique que représente une dette, et souvent le pays endetté doit lui-même se retourner en dedans de lui pour voir s'il ne peut pas davantage lutter contre sa bureaucratie, s'adapter davantage aux conditions modernes de la production, des échanges. Mais évitons de faire la leçon aux uns plutôt qu'aux autres. On a vu déjà dans l'histoire bancaire bien des prêteurs aménager leurs créances par simple prudence afin d'éviter de succomber avec leurs débiteurs, et je ne crois vraiment pas que nous ayons encore exploré toutes les voies dans cette direction.

Il faut être juste : les pays du Nord, directement ou par le canal des institutions internationales, ont déjà accompli un effort de transfert qui n'est pas négligeable, mais les résultats restent décevants.

A Venise, la France a mûri une proposition concernant la facilité d'ajustement structurel du Fonds monétaire international. Je retrouve sans m'en être aperçu le langage décrié il y a un moment, mais vous avez quand même compris : - en général, quand on dit ajuster, on veut dire augmenter - ajuster structurellement les moyens du Fonds Monétaire International, spécialement pour les pays les plus pauvres, les plus touchés par la baisse des matières premières. Eh bien, il devrait pouvoir aller vers le triplement dans les trois prochaines années. Neuf milliards

de DTS, de droits de tirages spéciaux, seraient alors consacrés à des prêts qui pourraient être de 0,5 % à 10 ans, et dans ce contexte les banques commerciales pourraient accroître leurs prêts à ces pays, tandis que le capital de la Banque Mondiale serait lui-même augmenté dès que possible.

Un sixième et dernier point : le Sud a besoin d'une aide durable à long terme. J'ai été très satisfait de constater que la délégation française avait pu, dans la Conférence évoquée à Venise, obtenir de ses voisins les pays les plus riches, un engagement qui jusqu'alors avait été évité sinon dans les Assemblées Internationales, à l'égard du Tiers Monde : pour la première fois dans cette instance - instance décisive - a été affirmé et écrit, à la demande de mon pays, l'objectif de porter l'aide publique au développement à 0,7 % du produit national brut. Il faut maintenant le réaliser dans des délais raisonnables. Parmi les sept pays qui se trouvaient là, j'avais, il faut le dire, fierté, mais fierté modeste, de constater que la France était le premier des Sept, tout en considérant que cet effort devait être poursuivi; ne devait pas fléchir comme on pouvait le craindre afin d'atteindre les 0,7 % en peu d'années. Nous étions en 1981 à un peu moins de 0,3 %, niveau où en sont encore des pays comme les Etats-Unis d'Amérique ou le Japon qui sont simplement à un peu plus de 0,2. Pour la première fois, ils ont consenti à reconnaître l'objectif déjà proclamé par les institutions internationales.

J'ai une certaine réserve, je dois le dire, à l'égard de certaines politiques d'aide urgente lorsqu'elles tendent à confondre ce qu'il convient de faire dans des situations particulières de famine et ce qu'il convient de faire dans des politiques durables. Bien entendu, lorsqu'une personne ou une population se trouve en péril, le devoir d'assistance s'impose, et un certain nombre de pays n'y manquent pas en apportant le concours de surplus agricoles lorsque c'est nécessaire. Mais il ne faut pas confondre cette intervention immédiate avec les politiques durables.(...)

De tout cela, il faudra reparler. Je parviens au terme de mon exposé qui a déjà suffisamment duré. Je voudrais simplement dire ceci : la France est prête à accueillir en 1990, par exemple la Conférence destinée à examiner l'état de la réalisation du Nouveau Programme Substantiel d'Action pour les Pays les moins avancés.

Je pense - et je le dis en ma qualité de Président de la République Française - qu'il serait utile que l'on participât à toute réunion qui rassemblerait dirigeants du Nord et du Sud - et au plus haut niveau - sur de tels sujets, cela fait trop longtemps que l'on n'a pas parlé.

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire Général, Mesdames et Messieurs, je ne prétends pas avoir apporté ici une solution miracle. Il n'en existe pas aux problèmes que vous allez étudier. Mais il existe, ou il peut exister, une volonté continue, une analyse claire et une certaine audace pour briser les conventions, pour dépasser des intérêts souvent mal compris par ceux qui se refusent à pratiquer la solidarité. »

Le message universel de la Révolution de 1789

Il est une idée qui revient souvent dans les discours de François Mitterrand, c'est celle que la France était en mesure de porter au monde le langage de l'universalité et que cette légitimité lui était acquise par l'expérience politique et sociale unique qu'a été la Révolution de 1789.

Cette idée traverse par exemple, tout le discours (dit de Cancun) qu'il prononce lors de son voyage officiel au Mexique les 19, 20 et 21 octobre 1981.

« Aux fils de la Révolution mexicaine, j'apporte le salut fraternel des fils de la Révolution française. Ni le Mexique, ni la France ne peuvent se détourner des sources vives de leur passé révolutionnaire sans se renier et, à terme, sans se scléroser. Adultes, maîtres d'eux-mêmes, en pleine ascension, nos deux pays n'ont pas seulement pour mission de faire entrer des principes dans la vie, chez eux, mais de les faire connaître partout où ils sont bafoués.(...) Chacun admet que votre pays se distingue, dans le contexte qui est le sien, par deux traits remarquables : la stabilité politique et l'élan économique. Si l'on y regarde de près, ces deux mérites qui vous honorent sont porteurs de messages qui intéressent le monde entier et, en particulier, je crois, le continent américain. Le premier message est simple mais, apparemment, il n'est pas encore entendu partout. Il dit ceci : Il n'y a et ne peut y avoir de stabilité politique sans justice sociale. Et quand les inégalités, les injustices ou les retards d'une société dépassent la mesure, il n'y a pas d'ordre établi, pour répressif qu'il soit, qui puisse résister au soulèvement de la vie. (...) Le second message du Mexique, à valeur universelle, je l'énoncerai volontiers ainsi : il n'y a pas de développement économique véritable sans la préservation d'une identité nationale, d'une culture originale. Le Mexique a fondu dans son creuset trois cultures et leur synthèse a donné à votre pays la capacité de rester lui-même. (...) Mais nos héritages spirituels, plus vivants que jamais, nous font obligation d'agir dans le monde avec un esprit de responsabilité. Chaque nation est, en un sens, son propre monde : il n'y a pas de grands ou de petits pays, mais des pays également souverains, et chacun mérite un égal respect. Appliquons à tous la même règle, le même droit : non ingérence, libre détermination des peuples, solution pacifique des conflits, nouvel ordre international. De ces maîtres-mots qui nous sont communs, la France et le Mexique ont récemment tiré la conséquence logique. Je veux parler du Salvador. »

Ce discours est effectivement accompagné d'une initiative sans précédent concernant ce pays. Au

moment de cette prise de parole, cela fait plusieurs années que celui-ci subit une guerre civile qui met aux prises forces gouvernementales et guérilla. Par ailleurs, au Nicaragua, les sandinistes, d'obédience marxiste, sont au pouvoir après le renversement en 1979 du dictateur Somoza. Ronald Reagan, qui vient d'être élu, entend mettre fin par la force à ces « expériences subversives ». Le Mexique craint que Washington, avec ce type d'initiative, mette à feu toute la région. Des contacts franco-mexicains se sont multipliés sur ce sujet. Ils aboutissent, le 28 août 1981, à la remise en commun au Président du Conseil de Sécurité de l'ONU d'une déclaration qui reconnaît les diverses composantes de l'opposition armée salvadorienne comme « forces politiques représentatives » et estime qu'il serait « légitime que la gauche salvadorienne participe à la solution politique de la crise ». Première intervention d'un Etat européen dans les affaires inter-américaines depuis la doctrine Monroe, cette déclaration prend de court et irrite profondément Washington.

On retrouve cette référence à la Révolution française dans de nombreuses occasions. Par exemple, devant l'Assemblée générale des Nations Unies le 29 septembre 1988. En conclusion du discours qu'il prononce sur le désarmement - plaidant pour une réduction prioritaire des armes conventionnelles - sur l'évolution des conflits régionaux et, aussi, sur les déséquilibres dont souffre le tiers-monde, « pires que la guerre », il évoque les principes qui ont fondé la République française : *« Il y a deux siècles, la France a entrepris une révolution, sa révolution, qui a marqué le cours de l'Histoire. Elle a, de la sorte, pris rang dans la bataille jamais gagnée et toujours nécessaire pour plus de liberté, d'égalité et de fraternité. Au moment où nous nous apprêtons à fêter ce Bicentenaire, déclare-t-il, défendons donc plus que jamais les Droits de l'Homme, des plus anciennement reconnus aux plus nouveaux Droits de l'homme, droits des peuples, droits de l'humanité. »*

Dix mois plus tard, il réunira sur le Parvis des Libertés et des Droits de l'homme, pour la célébration du Bicentenaire de la Révolution, une trentaine de Chefs d'Etat et de gouvernement, avec au premier rang George Bush, Helmut Kohl, Margaret Thatcher, la Philippine Cori Aquino, l'Indien Rajiv Ghandi, l'Egyptien Hosni Moubarak ou le Canadien Mulroney.

François Mitterrand, vu par Lionel Jospin et François Hollande

CLAUDE ESTIER

Deux anciens Premiers secrétaires du Parti socialiste, Lionel Jospin et François Hollande, ont publié ces derniers mois des ouvrages, en grande partie autobiographiques, qui résultent d'entretiens avec le même journaliste, Pierre Favier, ancien de l'AFP. (1)

Au fil des pages, chacun d'eux évoque ce qu'a été pour lui sa relation avec François Mitterrand et les leçons qu'il en a tiré.

Pour Jospin, la première rencontre remonte aux mois qui ont suivi le congrès d'Épinay de juin 1971. Nouvel adhérent au Parti Socialiste, il est rapidement appelé à participer à un groupe d'experts. Mais c'est seulement au printemps de 1973 que François Mitterrand lui demande d'entrer à la direction du Parti comme Secrétaire national à la formation où il succède à Pierre Joxe. Ce sera le début d'un long compagnonnage.

Une histoire nouvelle

Jospin explique ainsi son ascension dans le Parti : « François Mitterrand voulait former des alliages : il souhaitait fondre des métaux différents dans le creuset du nouveau parti. Il y avait ceux de l'ancienne SFIO... les leaders du Ceres... les Conventionnels, ...des responsables venus d'autres groupes... Le Premier secrétaire voulait que, en dehors de ceux-là, s'affirment aussi des hommes et des femmes proches de lui, et qui, arrivés avec lui ou après lui au Parti socialiste, représenteraient non pas une histoire antérieure, mais cette histoire nouvelle en train de s'écrire... Sans doute me fallait-il quelques capacités pour être distingué, mais son choix relevait aussi de cette volonté constante de faire surgir des responsables nouveaux.

Pour diriger ce parti, pour se confronter au Parti communiste – même s'il ne savait pas si une épreuve de force aurait lieu avec lui -, il avait besoin d'hommes et de femmes solides, qui puissent représenter quelque chose pour la gauche, et qui soient aptes

également à assumer des responsabilités au pouvoir, si ce pouvoir devait nous échoir. Car cette perspective a constamment habité François Mitterrand. »

Lionel Jospin participe activement à la campagne présidentielle de 1974 mais c'est après le Congrès de Metz de 1979, où François Mitterrand l'emporte contre Michel Rocard, qu'il devient le numéro deux du parti, futur successeur du Premier secrétaire, après l'avoir déjà accompagné dans de nombreux voyages à l'étranger.

Parmi ceux-ci, Jospin évoque celui de Moscou en 1975 : « Notre délégation a discuté pendant trois jours pleins avec les dirigeants du Parti communiste d'Union soviétique. Leonid Brejnev a reçu François Mitterrand et nous avons eu des discussions approfondies avec Mikhaïl Souslov, le principal idéologue soviétique de l'époque, Boris Ponomarev et quelques autres. Cela a été l'occasion pour moi d'une double confirmation. L'une, personnelle : la souplesse, la diplomatie de François Mitterrand et aussi sa fermeté de responsable politique qui ne cédait pas à l'intimidation; l'autre, plus vaste et historique : la perception directe de la glaciation du système soviétique » (...)

« François Mitterrand s'adaptait très bien à tout, sans renoncer jamais à sa conviction propre ; il établissait les contacts avec méthode. Il essayait de faire passer auprès des dirigeants soviétiques, avec une réussite disons partielle, l'idée qu'ils avaient peut-être tort de jouer à ce point la carte Giscard d'Estaing dans leurs spéculations diplomatiques? Peu de temps après l'élection présidentielle perdue face à Giscard, le Premier secrétaire du PS tenait à introduire le doute dans l'esprit de nos interlocuteurs en leur suggérant qu'ils auraient tort d'écarter toute possibilité à terme d'une victoire de la gauche en France. »

Du grand art

Plus jeune que Jospin, François Hollande était encore à Sciences Po en 1972. Militant de l'Unef, il se souvient de l'énorme meeting qui s'était tenu à la Porte de Versailles après la signature du programme commun : « C'était une salle qui était composée au deux tiers de

sympathisants communistes. Georges Marchais avait ouvert la réunion. La salle avait réagi comme une salle peut adhérer à un discours écrit et lu. Sans surprise. Puis François Mitterrand a pris la parole. Sa virtuosité de tribun s'est pleinement manifestée, ne ménageant aucun effet, exprimant toute sa culture politique, son intelligence et son humour pour conquérir une salle rétive. Et il a conclu son discours par un vers d'Aragon, tiré du poème « La rose et le réséda », emportant les derniers récalcitrants. Du grand art. De la belle politique. »

Après la rupture du programme commun, l'échec aux législatives de 1978 provoque des « lézardes » au sein du PS, mais au congrès de Metz, François Hollande choisit lui aussi Mitterrand contre Rocard : « Je choisis Mitterrand et sa stratégie car elle me paraît être la seule qui puisse convaincre l'électorat communiste – qui demeure à un niveau proche de 20% - de venir voter au second tour pour l'alternance. Et le mot d'ordre du congrès de Metz, c'était « Tenir bon ». C'est là que l'élection de 1981 se joue. Avec un double rapport de force au sein du PS pour confirmer le leadership de François Mitterrand au sein de la gauche et ne rien céder au PC. Bref, la « force tranquille » n'a pas été un slogan de communicant mais une position politique. C'est la crédibilité du futur candidat qui s'est affirmée au détriment de la popularité de Michel Rocard. »

L'apport du mitterrandisme

Cette stratégie, « Tenir bon », était effectivement celle qui a permis à François Mitterrand d'être élu président de la République en mai 1981. Sans revenir sur l'histoire de ses quatorze années à l'Élysée, Jospin comme Hollande font une différence entre le premier septennat dont ils ont l'un et l'autre une « vision positive » de l'action accomplie, et le second qui leur apparaît plus « statique » ou « de circonstances ».

Jospin ne cache pas qu'il eut pendant la première législature des divergences avec François Mitterrand (sur l'amnistie des généraux d'Algérie, sur les ventes d'armes à l'Irak, sur la création d'une chaîne privée accordée à Silvio Berlusconi) mais il ajoute : « Aucune de ces divergences n'a entraîné chez moi une perte de confiance ou un divorce; c'était des désaccords politiques et je les ai exprimés avec plus ou moins de netteté selon les cas. »

Plus circonspect sur le deuxième septennat, Lionel Jospin, qui s'autorisera plus tard un « droit d'inventaire », n'en conclut pas moins par un jugement élogieux sur le « mitterrandisme » : « Comme courant politique, le mitterrandisme n'est pas comparable au

gaullisme. Le gaullisme n'existe pas sans de Gaulle. Le mitterrandisme est une greffe réussie sur le socialisme français. La trace que François Mitterrand laissera dans l'histoire récente est évidente. Il est le premier président socialiste élu au suffrage universel. Il est celui qui met fin, avec la gauche, à vingt-trois ans de pouvoir de droite. Il est réélu. Il a été une forte personnalité et un chef d'Etat critiqués, davantage au plan intérieur qu'extérieur, mais reconnu par ses pairs sur le plan international. Les Français l'ont estimé à la hauteur de sa charge (...)

François Mitterrand a fait des choix qui ont honoré la France sur les grandes questions internationales : l'attitude à l'égard de la puissance soviétique avant 1989; notre relation avec les Etats-Unis, celle d'un ami loyal et autonome dans la définition de sa politique; l'Europe, où le président est un constructeur, parfois un peu résigné à l'insuffisance de ses contenus sociaux, à son libéralisme excessif mais un véritable constructeur; le Proche-Orient aussi, où sa vision de la réconciliation souhaitable entre les Palestiniens et Israël est pionnière à certains égards. »

Sans qu'il récuse lui-même la notions de « droit d'inventaire » (qui constitue le titre de son livre), François Hollande exprime en des termes analogues son jugement d'ensemble sur l'apport de François Mitterrand : « François Mitterrand reste le seul socialiste parvenu, par le suffrage universel à la présidence de la République. Il a eu l'immense mérite d'installer la gauche au pouvoir dans la durée. Ce n'était pas la première fois qu'un socialiste accédait aux responsabilités en France. Mais c'était la première fois qu'il y demeurait autant de temps. Les institutions y ont été pour beaucoup. Il a montré des capacités d'homme d'Etat. Il a pu céder à des passions ou à des faiblesses, jamais aux dépens de l'intérêt de la France. Il a refusé la fatalité de l'échec et assumé courageusement des mutations politiques. Enfin, je ne confonds pas les deux septennats. Il y a un septennat de transformation puis un septennat de circonstance. Le premier est encore présent dans les lois de la République : la décentralisation, la retraite à 60 ans, la cinquième semaine congés payés, les droits des salariés, l'abolition de la peine de mort, la fin des tribunaux militaires, la liberté de l'audiovisuel, les radios libres, le droit d'association pour les étrangers... Je ne vais établir ici la liste complète des réformes de François Mitterrand, mais c'est un mouvement plus considérable que celui de 1936 et de même importance que celui de 1945. »

(1) *François Hollande - « Droit d'inventaire » (Seuil)*
Lionel Jospin - « Lionel raconte Jospin » (Seuil)

Au cours de ses deux septennats, François Mitterrand aura prononcé plus de deux mille discours. Pour rendre compte de cette richesse, les éditions sonores Frémeaux et Associés, avec le concours de l'Institut François Mitterrand, proposent une sélection de ses prises de parole les plus importantes. Elles marquent les temps forts de sa présence sur la scène internationale, elles jalonnent ses prises de position en matière de politique intérieure, elles mettent en relief certains aspects moins connus de ses préoccupations.

Anthologie sonore des discours de François Mitterrand (1981-1995)

Coffret de trois CD disponible
à l'Institut François Mitterrand - 10, rue Charlot - 75003 Paris
26 euros (frais de port compris)

La Lettre est éditée
par l'Institut François Mitterrand
10, rue Charlot -75003 Paris
Tèl : 01 44 54 53 93
Fax : 01 44 54 53 99

Courriel : ifm@mitterrand.org
Site : www.mitterrand.org

REVUE TRIMESTRIELLE
Directeur de la publication :
Hubert Védrine

Avec la collaboration
de Claude Estier, Jean-François Mary,
Georges Saunier et Jean-François Huchet

Imprimerie centrale de Bordeaux
Dépôt légal : mars 2005

Numéro de commission paritaire :
0704 G 82038
ISSN 1634-4510

LES AMIS DE L'INSTITUT FRANÇOIS MITTERRAND

La nature juridique de l'Institut François Mitterrand (fondation) le prive de la possibilité d'accueillir des adhérents. C'est à cette impossibilité qu'a répondu, en 1999, la création de l'association des Amis de l'Institut. Elle réunit les différentes "générations Mitterrand" désireuses de transmettre le message qu'elles ont reçu et de faire vivre l'espérance qu'elles ont elles-mêmes vécue.

Nom:..... Prénom:
Adresse:.....
Code postal:..... Ville:.....
Mail:.....

PREMIERE ADHESION Adhésion 10 euros
Abonnement à la *Lettre* (1 an - 4 numéros) Tarif adhérents 10 euros

MEMBRE ACTIF Adhésion 15 euros
Abonnement à la *Lettre* (1 an - 4 numéros) Tarif adhérents 10 euros

MEMBRE BIENFAITEUR Adhésion à partir de 40 euros
Abonnement à la *Lettre* (1 an - 4 numéros) Tarif adhérents 10 euros

Date: Signature:

Ce formulaire, rempli et accompagné du règlement (à l'ordre de l'IFM), est à adresser 10 rue Charlot -75003 Paris. Il est également, ainsi que toutes les informations sur l'IFM, en ligne sur mitterrand.org